

## PROPOSITION



Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer dans un précédent courrier, dans la continuité du travail mené par la majorité entre 2012 et 2017 ( loi bancaire, loi transparence contre la corruption et pour la modernisation de la vie économique), je poursuivrai cet effort sur ces champs qui obéissent à une logique de renforcement de l'éthique, de la justice sociale et fiscale.	

## PROPOSITION



En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> C'est également un objectif clair et de long terme pour lequel je m'engagerai. Depuis plusieurs années je soutiens ces orientations, notamment à travers la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG. La hausse de la TVA proposée par le candidat de la droite aux présidentielles allait à l'encontre de cet objectif d'une fiscalité + juste socialement.	

## PROPOSITION



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :** J'ai soutenu les amendements en ce sens et soutiendrai les propositions demain. C'est une question pour moi essentielle pour assurer un développement plus équilibré Nord-Sud.

## PROPOSITION



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :** La question de la transition énergétique doit être pour moi au cœur de nos politiques publiques et de notre projet global. C'est en ce sens que je soutiens la création d'une taxe sur les transactions financières à un niveau européen pour dégager des moyens nécessaires.

## PROPOSITION



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :** La réduction de la pauvreté et des inégalités est au coeur de mon engagement ; aussi je suis prêt à étudier les conditions techniques de cette mesure qui me semble aller dans le bon sens.

## PROPOSITION



D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :** Cette orientation était au coeur du projet politique porté par Benoit Hamon à l'occasion des présidentielles. C'est un enjeu fondamental pour les générations futures.

## PROPOSITION



**Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.**

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Il s'agit d'un objectif de long terme qui nécessite d'y réfléchir avec nos agriculteurs.

## PROPOSITION



**Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.**

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Je suis d'accord avec cette orientation.

## PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> J'ai soutenu en ce sens la proposition de loi de Dominique Potier sur la lutte contre l'accaparement des terres.	

## PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> Je crois à une forme d'agriculture en cycle cours. Il faut revoir les modèles d'agriculture extensive des années 80 qui mènent à des impasses écologiques et économiques.	

## PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> Tout au long de mon mandat, j'ai porté cette question, nationalement comme localement. Cette année j'ai attribué une partie de ma dotation parlementaire à l'association SOS méditerranée. L'Europe a une responsabilité qui doit l'obliger à changer de regard sur cette question.	

## PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> Ma réponse va dans le sens de la précédente.	

## PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> Je m'engage totalement, à l'image du travail fait dans le cadre de la loi relative au devoir des vigilances des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.	

## PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> L'Europe doit avoir aussi en son sein une politique plus active de lutte contre ce type de dumping social. Pour la relation aux pays du Sud, il faut renforcer les méthodes de coopération, qui seront aussi une réponse aux enjeux migratoires.	

# PROPOSITION

(E)

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : La question de l'égalité femme-homme nourrit largement mon engagement. A ce titre je m'engage pour cette proposition.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : Khirouni

Date : 10/05/2017

Prénom : Chaynesse

Signature :

Département :

Meurthe-et-Moselle

